

DIAL 2488

PÉROU - Maintenant, le plus difficile est de démontrer que la démocratie valait la peine

Toledo : « Nous sommes condamnés à ne pas échouer. »

lundi 16 juillet 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Le nouveau président démocratiquement élu du Pérou, Alejandro Toledo, doit entrer en fonction le 28 juillet 2001, après que Valentin Paniagua ait assuré avec succès la transition depuis la chute de Fujimori. Carlos Basombrío Iglesias nous présente le contexte dans lequel le Pérou opère son passage à un gouvernement démocratique. Article paru dans Ideele, mai 2001 (Lima).

Un regard sur notre histoire républicaine nous montre très vite qu'au Pérou la démocratie n'a jamais eu de racines très solides. Elles sont bien plus nombreuses les années où nous avons été dirigés par des gouvernements imposés - civils ou militaires - que celles où nous avons été dirigés par des autorités véritablement issues de la volonté populaire. En outre, rares sont les cas dans notre histoire où les gouvernants civils ont mené à bien leurs expériences de gouvernement. Sans aller plus loin, des présidents aussi respectables et qui avaient suscité tant de ferveur populaire au moment de leur élection, comme José Luis Bustamante y Rivero et Fernando Belaunde Terry, ont fini victimes de coups d'État, suivis de longs gouvernements militaires. De son côté, l'APRA, le parti politique le plus important de notre histoire, a gouverné de façon si désastreuse qu'il nous a laissés à la merci de la vague autoritaire suivante. Le Pérou est, en outre, le seul pays d'Amérique latine où la transition vers la démocratie, qui partout a eu lieu entre la fin des années 60 et le milieu des années 80, a échoué manifestement, interrompue par un coup d'État civil et militaire à l'origine de l'autoritarisme de Fujimori et Montesinos.

Certes, tout ce qui précède est vrai, mais il est tout aussi vrai qu'il n'y a aucune raison de sombrer dans un fatalisme historique qui ferait que nous serions condamnés à répéter le passé. Il n'en va pas forcément ainsi. En quoi peut être utile notre regard sur les difficultés historiques de la construction démocratique au Pérou ? Il sert à rappeler à ceux qui exerceront le pouvoir les complexités et difficultés qu'ils auront à affronter, il nous sert également à nous, qui voulons contrôler les nouvelles autorités, afin que nous ayons une vision plus réaliste de ce qui peut être obtenu et exigé.

Nous voici donc à une nouvelle époque de la politique mondiale dans laquelle les gouvernements démocratiques sont de plus en plus considérés comme la seule forme acceptable de gouvernement pour les nations. C'est particulièrement vrai en Amérique latine, où se multiplient les obstacles à une quelconque aventure autoritaire. Il est vrai que la communauté de notre hémisphère sud a eu un comportement ambigu et discutable face à Fujimori et Montesinos, mais justement ces demi-teintes du passé (qui aujourd'hui sont si opportunément mises sous le tapis tandis que s'écrit "l'histoire officielle") deviennent un stimulant de plus pour être davantage sur nos gardes. Voilà, par exemple, la "Charte démocratique" promue par le Pérou et qui sera approuvée en octobre prochain à Lima, charte qui oblige les États membres de l'OEA à une attitude plus vigilante afin d'identifier plus précisément les symptômes annonciateurs de sérieuses menaces contre les démocraties.

On peut nous répondre, avec raison, qu'il n'y a pas une corrélation nécessaire et suffisante entre

l'impossibilité qu'existent des régimes militaires déclarés ou occultes, et le succès de la démocratie. Les démocraties peuvent aussi s'affaiblir tout en gardant intactes leurs apparences, et provoquer dans la population de l'apathie voire du mépris. Il faut donc non seulement éviter l'acharnement sur ses ennemis, mais aussi - c'est peut-être plus important encore- parvenir petit à petit à ce que la démocratie signifie quelque chose de positif pour les gens. Pour avancer dans cette direction, il y a aussi, dans le cas péruvien, des bases sur lesquelles prendre appui.

Premièrement, nous avons l'exemple du gouvernement de transition conduit par Valentin Paniagua. Peu de gouvernements dans notre histoire ont assumé le pouvoir dans des conditions aussi dramatiques, et eurent à agir comme ce dernier, constamment au bord de l'abîme. Et les résultats sautent aux yeux. Un gouvernement qui jouit de prestige et de respect tant au plan national qu'international. Une démonstration palpable que le respect des droits humains et de l'État de droit est parfaitement compatible avec l'efficacité. Une preuve qu'avoir la volonté politique de résoudre les problèmes, si graves soient-ils, est déjà un premier pas important dans la bonne direction.

Deuxièmement, parce que nous les Péruviens avons payé trop cher notre absurde conviction qu'un "homme fort" allait nous sortir du trou où nous étions. Vraiment notre abdication collective concernant la gestion et le contrôle de la chose publique nous a coûté cher. Les niveaux de décomposition auxquels le pays a été conduit dépassent ceux de bien des tyrannies africaines, et le préjudice économique (ce qui a été volé, pour utiliser un langage plus direct) semble dépasser le milliard de dollars. "Jamais plus" paraît être maintenant la consigne de tous. Puisse la mémoire perdurer ! Nous aurions en elle le meilleur antidote contre nos fréquentes rechutes.

Troisièmement, nous avons une population mobilisée. C'est frappant : comment, au milieu d'une campagne électorale si peu attrayante comme celle que nous avons eue au second tour, et avec une méfiance si généralisée à l'égard des deux candidats en lice, les gens ont continué à descendre en masse dans la rue. La nuit même de la victoire de Toledo, une foule énorme s'est rassemblée spontanément sur le Paseo de los Héroes Navales, témoin de tant de jours de lutte pour la démocratie ces deux dernières années. Manifestement elle voulait fêter et soutenir son candidat, ce qui contraste avec l'attitude, qui a prévalu dans les années 90, de passivité et de laisser faire les autres. Maintenant nous sommes devant un soutien actif et, par conséquent, devant des gens qui ont leur propre voix et réclament à être présents dans la politique nationale.

Il y a plusieurs fronts complexes sur lesquels le nouveau gouvernement d'Alejandro Toledo devra agir dans les prochains mois et pour lesquels il devra prouver sa capacité de leader. Face à eux, il n'y a ni succès préalablement garanti ni échec inévitable. Le résultat tiendra beaucoup à la gestion politique et à la façon de gouverner.

Trois fronts particulièrement complexes

Citons trois domaines où le gouvernement d'Alejandro Toledo devra faire preuve de réflexes :

1. L'ampleur des demandes sociales insatisfaites, en lien avec les attentes stimulées pendant la campagne électorale, tout cela contraste avec les très faibles possibilités de provoquer des changements significatifs, étant donné la situation économique nationale et internationale. Le gouvernement de transition a bénéficié de deux avantages à ce sujet qui ne joueront pas pour Toledo. D'un côté, les attentes et les demandes face à Paniagua étaient forcément moindres, puisqu'il s'agissait d'un gouvernement de très courte durée, par ailleurs il a gouverné sans opposition et avec l'appui de tous les secteurs démocratiques, chose qui n'est pas possible (ni souhaitable) pour des étapes "normales".

2. La tension et les pressions qui peuvent vite apparaître entre le processus de révision du passé - recherche de la vérité et de la justice dans des domaines liés aux droits humains, la corruption et la destruction de l'État de droit - et le désir de ne regarder que vers l'avant, d'oublier le passé et de se concentrer exclusivement sur les tâches quotidiennes pour gouverner un pays si difficile. En d'autres termes, la contradiction habituelle entre l'urgent et l'indispensable.

3. Le contexte international de la région andine, qui va vivre une étape particulièrement intense et difficile en raison de l'intervention massive nord-américaine dans le combat contre le narcotrafic. Certes, la Colombie est le foyer de cette stratégie (1,3 milliard de dollars pour le Plan Colombie !), mais le Pérou va recevoir 200 millions de dollars l'an prochain, ce qui donne une idée de l'importance du sujet, de la nécessité de se préparer à l'impact que peut avoir cette guerre frontale contre la production de coca dans toute la région, surtout en rendant plus aigus les problèmes sociaux, et en créant un bouillon de culture favorable aux éléments du Sentier lumineux encore actifs dans ces zones. Nos gouvernants doivent bien prendre en compte que le Pérou est au coeur de la région andine, sans doute la partie de l'hémisphère occidental où se superposent le plus de problèmes et où sont attendues de grandes turbulences dans les années à venir.

Préoccupés par des révélations sur son caractère, nous avons parfois douté qu'Alejandro Toledo soit la personne la plus qualifiée pour conduire cette nouvelle étape de la transition démocratique. Notre attitude à son égard doit maintenant changer complètement. Il ne s'agit pas de cesser de le contrôler et de le critiquer si nécessaire, mais de comprendre que maintenant, en tant que Président de la République pour la période 2001-2006, ses succès ou ses échecs ne lui appartiennent plus, ils nous concernent tous. Que Toledo remplisse toute la période pour laquelle il a été élu et qu'il le fasse de manière raisonnablement satisfaisante, ne relève pas du seul intérêt d'Alejandro Toledo et de "Pérou Possible", c'est quelque chose qui doit à tous nous importer. Dans ce cas particulier d'organisation d'une société civile comme la nôtre, nous sommes obligés à conjuguer fermeté dans la vigilance et créativité dans les propositions, avec une attitude responsable qui sache distinguer entre l'idéal et le possible.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2488.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Ideele*, mai 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.